

L'Humanité rouge

Prolétaires de tous les pays,
unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

jeudi
5 mars 1976

No 441

1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 47 291

Fourcade Mitterrand à la télévision

LES MARCHANDS D'ILLUSIONS

On en entendait parler depuis un certain temps. Le grand jour est arrivé, c'était mardi soir à la télévision. Les deux gentlemen avaient affûté leurs armes : les chiffres ! (souvent les mêmes !). Entre gens du même monde on se comprend ! Quant aux travailleurs, s'ils ne sont pas rompus à cet étalage «scientifique», en tout cas il était clair pour tout le monde que les 2 politiciens parlaient le même langage, basé sur le respect des institutions bourgeoises (suffrage universel...). Sans oublier les politesses, où chacun à son tour sombrait dans le ridicule.

L'un et l'autre appelaient de leurs vœux la fin de la crise. Les remèdes ? Ils ne sont pas bien nouveaux. Fourcade a entonné son petit refrain «la France est sur le chemin de la reprise» ; non sans avoir rappelé que la cause de tous les maux — d'après la bourgeoisie — c'est la hausse des prix du pétrole. La bourgeoisie veut faire oublier que sa raison d'être c'est la recherche du profit maximum. Elle veut mettre ça sur le dos des pays producteurs de pétrole, pillés et spoliés pendant des siècles par le colonialisme et l'impérialisme. A qui sont allés les profits extorqués ? à qui peuvent-ils aller dans un système capitaliste ? sinon dans les poches de ceux qui détiennent les moyens de production. Mitterrand ou Marchais ne sont pas contre, seulement ils veulent que ça aille dans les leurs.

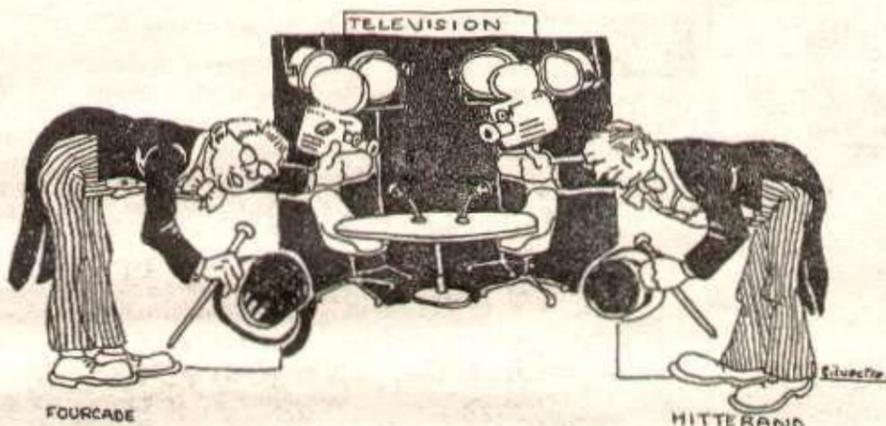
Vu l'ampleur de la crise, l'échec de la relance, Mitterrand a eu beau jeu d'accuser la politique économique gouvernementale. Mais dans ce «débat» les dés sont pipés. Ce politicien dit «de gauche» veut-il faire oublier qu'il a lui-même été onze fois ministre ? Pas une seule fois il n'a attenté au système capitaliste. En parole bien sûr, comme Marchais et les autres bavards et démagogues, il prétend que la cause c'est le système capitaliste. On l'a vu onze fois à l'œuvre, ça suffit ! Et pourtant, il a affirmé mardi soir qu'il se voit au pouvoir très rapidement, il a donné des conseils à Fourcade... Par exemple : ce qui ferait la force de la France c'est «le consentement national». Eh bien non ! Les travailleurs ne consentiront jamais à collaborer avec leurs exploiters, car ce sont eux qui font les frais de la crise, et c'est ce qu'ils refusent de plus en plus massivement.

Sur la question de l'emploi, Fourcade a sorti de sa musette : «Il ne faut pas faire croire qu'il y a 1 million de chômeurs», il ne veut parler que de ceux qui sont à la recherche d'un premier emploi ! Comme si les milliers de vieux travailleurs, jetés à la rue comme les autres, n'étaient pas concernés. C'est une politique de division. Il prétend résoudre le problème par la formation professionnelle et la formation continue. C'est du bluff ! Combien de jeunes qui ont fini leurs études ou qui ont un CAP, et dont les diplômes sont tout juste bons pour la musée ?

Quels que soient leurs tours de passe-passe les bourgeois n'ont rien à proposer, et ne peuvent rien proposer, ils sont enfermés dans le système qu'ils ont mis en place.

Un événement, ce débat ? «Rien vu de tel depuis 20 ans» comme le disait le commentateur de la télé ? Rien de tout cela ! une sinistre farce, une vaste comédie tout simplement.

Il n'y a pas d'autre issue à la crise que la destruction violente par les masses populaires du système capitaliste.



Sahara Occidental

UNE SEULE SOLUTION: L'AUTODETERMINATION DU PEUPLE SAHRAOUI

Le peuple sahraoui est petit par le nombre : 250 000, 500 000 ? on ne sait pas au juste parce que sa population est nomade et parce qu'un siècle d'une féroce oppression coloniale a chassé nombre de ses habitants vers des pays voisins. Mais les richesses de son territoire, principalement en phosphates et poisons sont très grandes. C'est là l'origine de la tragédie qu'il vit dans cette difficile et douloureuse décolonisation. Parce que ces richesses excitent, bien des convoitises, parce que, dans l'ombre, les deux superpuissances américaine et soviétique sont toujours aux aguets de brûlots possibles qu'elles peuvent allumer dans le tiers monde, pour briser son unité et renforcer leurs plans hégémonistes.

L'autodétermination des peuples autrefois colonisés, le respect des frontières héritées du colonialisme sont deux principes fondamentaux appliqués par les organisations représentatives du tiers monde et particulièrement par l'OUA. Certes, telles quelles, tracées en fonction du rapport de forces existant entre les puissances impérialistes et au mépris absolu de l'intérêt des peuples, ces frontières sont bien souvent artificielles et arbitraires. Mais l'important est d'abord de chasser les forces coloniales. Ensuite, c'est par la discussion et la négociation que le tiers monde peut régler ces problèmes. Ce sont ces sages principes qui ont prévalu dans nombre de différends qui ont opposé des pays africains comme le Mali et la Haute-Volta, la Tanzanie et la Zambie.

Ce sont ceux également qui ont été préconisés, tant par l'OUA que par la Commission de décolonisation de l'ONU, dans l'affaire du Sahara occidental. Ces principes ont été ouvertement et grossièrement violés par l'injuste accord de Madrid conclu entre l'Espagne, le Maroc et la Mauritanie, qui

a arbitrairement partagé le Sahara occidental entre ces deux derniers pays sans que le peuple sahraoui n'ait pu dire son mot. C'est cette décision injuste qui est à l'origine de la grave situation qui prévaut actuellement au Maghreb et à laquelle le peuple sahraoui et le Front POLISARIO ont riposté par la guérilla et par la récente déclaration d'indépendance de la République arabe sahraouie démocratique.

(suite à la page 2)

A propos du film
«l'Olivier»
Entretien avec
Serge Leperon
et Jean Narboni
en p. 7

Ford et la «détente» Jouer sur les mots

Qu'il est dur de tromper les peuples quand on est le chef d'un super-Etat impérialiste ! C'est en ces termes que l'on doit accueillir les réflexions et les déclarations angoissées de Ford à propos du mot «détente».

Ford lui-même estime que ce mot est «flou, confus, abusif et trompeur». Pour une fois nous pourrions être d'accord, mais ce n'est pas une histoire de mots c'est réellement une politique destinée à cacher la rivalité aiguë qui oppose Brej-

nev et sa clique à Ford et sa bande pour se partager le monde et qui conduira une nouvelle guerre mondiale. Brejnev, lui, ne s'embarasse pas tant que cela avec les mots, ce qui l'intéresse c'est de s'emparer du monde en pillant, en s'ingérant et en agressant — regardon l'Angola. Tant et si bien qu Ford, entre deux pages dictionnaire a réaffirmé sa volonté «d'accroître le budget militaire américain, pour maintenir l'équilibre des forces avec l'Union soviétique».

Moscou Le Congrès s'amuse

Au 25^e Congrès du PCUS, les délégués se livrent au tourisme : les délégations étrangères se baladent et visitent les vieux monastères et les vieilles églises de la Russie éternelle des tsars (un retour aux sources en quelque sorte).

Quant aux délégués soviétiques, eux, ils ont eu droit à une montre comme cadeau (mais si). Ce qui fait la bagatelle de 4 998 montres et on sait le prix que cela peut coûter...

De plus dans les bureaux de poste, même les plus reculés de la banlieue de Moscou, il y a une pancarte qui indique : «Les délégués au 25^e congrès ne font pas la queue».

Ils ont aussi la possibilité d'acheter pendant le congrès tout ce qu'ils ne peuvent trouver en quantité suffisante dans leur province (frigos, appareils photos, etc.)

Toutes ces méthodes, toutes ces pratiques révèlent la nature du «régime socialiste» qui règne dans l'Union soviétique de nos jours : corruption, tentatives de détourner les gens des problèmes politiques, etc.

Nous ne répèterons jamais avec assez de force que l'Union soviétique n'est plus un pays socialiste, que là-bas règne une dictature féroce, implacable sur la classe ouvrière et les masses paysannes. La clique Brejnev a beau se parer de ses plus beaux atours, les débats du 25^e congrès montrent que tout va mal dans le plus mauvais des mondes révisionnistes.

ESSOR DE LA BANQUE AFRICAINNE DE DEVELOPPEMENT

Depuis sa création, en 1964, la Banque africaine de développement (BAD) a financé, jusqu'à ce jour une centaine de projets dans plus de 30 pays membres totalisant environ 300 millions de dollars. Ces projets se répartissent dans les domaines de l'agriculture, des transports, de l'énergie, de la santé, de l'éducation et des télécommunications.

La BAD a été créée conformément à l'objectif de l'OUA de renforcer la solidarité et la coopération entre les pays africains, dans le but de financer des projets et des programmes d'investissements qui tendent au développement économique et social des États membres et de favoriser en priorité la coopération régionale. Le capital de la BAD, qui est souscrit exclusivement par les États africains, a presque doublé et elle compte désormais 41 pays membres.

BERLIN-EST : UNE CEREMONIE MENAÇANTE

Les commandants alliés de Berlin (USA, Grande-Bretagne, France) ont condamné comme «violation flagrante du statut démilitarisé de la ville, des cérémonies militaires qui se sont déroulées lundi à Berlin-Est, à l'occasion du 20^e anniversaire de la NUA, l'année de la RDA.

Celle-ci compterait 165 000 hommes dans les trois armes. Elle est intégrée dans l'organisation militaire du Pacte de Varsovie qui regroupe l'URSS, la RDA, la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Hongrie, la Roumanie et la Bulgarie. 400 000 soldats soviétiques sont également stationnés en RDA.

SAHARA OCCIDENTAL

Suite de la page 1

Seul le respect de l'autodétermination du peuple du Sahara occidental peut ramener la tranquillité dans cette région. Toute autre solution, notamment un conflit armé opposant l'Algérie au Maroc, serait profondément néfaste aux intérêts de tous les pays et peuples concernés. Qui pourrait en effet sortir vainqueur d'une telle guerre, déchirant plusieurs pays du tiers monde, si ce n'est l'une ou l'autre des deux superpuissances qui attisent les braises dans l'espoir de diviser les pays arabes, l'Afrique et le tiers monde tout entier ? dans l'espoir aussi d'intervenir de façon cachée ou ouverte comme le fait en ce moment l'URSS en Angola pour le plus grand malheur du peuple angolais, pour accroître leur influence, leur pillage, leur présence militaire arrogante.

C'est ce que rappelait récemment le président sénégalais qui s'est déclaré «angoissé, actuellement et depuis plus d'un an, par ces interventions» et affirmant : «Si une guerre se déclarait entre le Maroc et l'Algérie, entre la Somalie et l'Éthiopie, je crains que ce ne soit le début de la Troisième guerre mondiale».

Cette analyse semble partagée par beaucoup de pays africains. Nul doute que les pays en conflit n'y réfléchissent aussi de leur côté, évitant jusqu'ici d'en venir aux armes. Par la négociation, un accord doit intervenir rapidement entre les parties intéressées, respectant la volonté du peuple sahraoui qui, comme tout autre, a le droit d'être maître de son destin.



Saluons avec chaleur le premier Congrès de l'Union générale des travailleurs de Guadeloupe

D'un correspondant Humanité rouge, nous avons reçu le texte suivant répercutant une information que la grande presse et les agences d'information ont tenue soigneusement cachée, comme elles ont tu la grande grève des ouvriers agricoles de la banane et des petits planteurs de canne à sucre qui vient de s'achever après 17 jours de lutte par une importante victoire sur la revalorisation des salaires.

Les 26, 27 et 28 décembre 1975, s'est tenu le premier Congrès de l'UGTG, centrale syndicale de lutte de classe, créée en décembre 1973. Au cours de ce congrès qui a rassemblé plus de 800 personnes, lors des séances d'ouverture et de clôture, d'importantes résolutions ont été votées sur les plans politique, économique et social sur le style et les méthodes de travail du syndicat, sur le plan international.

Comment s'est déroulé ce congrès ?

En ce qui concerne le déroulement du congrès lui-même, 108 personnes dont

Elle entrevoit aussi de façon de plus en plus nette la riposte du peuple à la violence réactionnaire du pouvoir colonial.

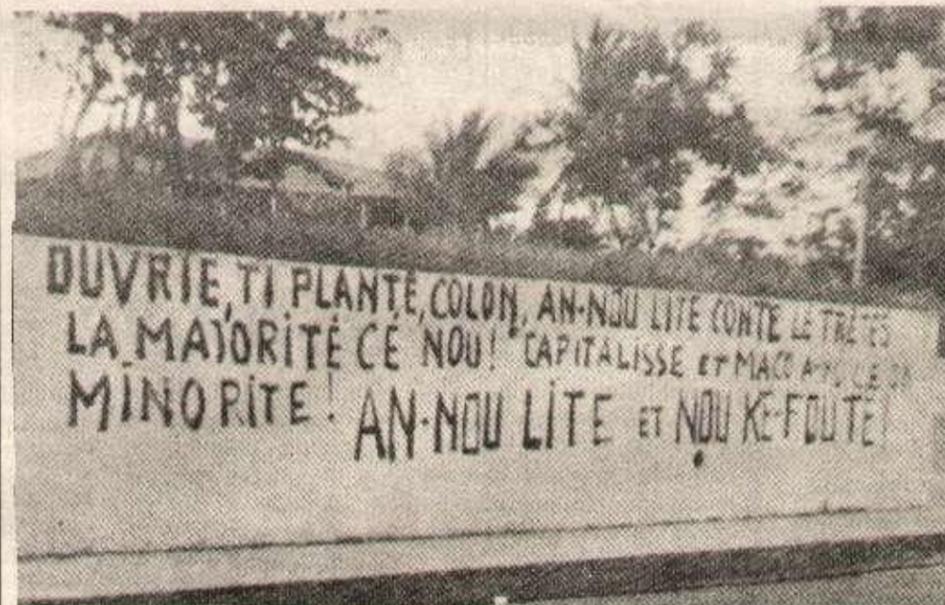
Economique et sociale :

Le syndicat a dénoncé tous les plans de redressement proposés jusqu'à présent comme ne répondant pas aux conditions spécifiques de la Guadeloupe, ni aux intérêts des masses guadeloupéennes, ainsi que les faux semblants de réformes (comme la réforme foncière) qui en fait contribuent à livrer le pays aux intérêts impérialistes et colonialis-

luttent pour leur indépendance, et notamment aux colonies françaises, aux peuples guyanais, martiniquais, réunionnais, aux peuples des Afars et des Issas, aux Comores.

Elle a salué l'indépendance de la Guinée-Bissau, du Mozambique, la victoire des peuples vietnamien, cambodgien, ... et apporté son soutien au peuple chinois et au PCC, au peuple albanais et au PTA.

La commission internationale a dénoncé les grandes puissances USA et URSS les accusant par leur rivalité grandissante de conduire



«Ouvriers, petits planteurs colons, luttons contre les traîtres, nous sommes les plus forts, les capitalistes et leurs valets sont des tigres en papier; luttons et nous vaincrons». (Photo Le Patriote guadeloupéen).

75 délégués représentant plus de 875 syndiqués, ont pris part aux travaux des différentes commissions qui ont été constituées : commissions politique, économique et sociale, style et méthode, et internationale.

Résultats de ces différentes commissions Politique :

Après avoir procédé à une analyse de classe de la société guadeloupéenne, dénoncé la départementalisation prônée par l'UDR, stigmatisé la position des révisionnistes du PCG qui réclament l'autonomie en union avec la France, l'UGTG s'est prononcée sans ambiguïté pour l'indépendance nationale de la Guadeloupe, seule capable de lui permettre de se développer sur tous les plans.

tes, accentuant la misère du peuple, poussant les jeunes à s'expatrier par manque de travail.

Style et méthode de travail :

Sur ce plan, l'UGTG a mis l'accent sur les principes qui guident son action, c'est-à-dire : «Enquête dès qu'un problème se pose, propagande et mobilisation idéologiques, action et en dernier lieu négociation.»

A cette occasion, elle en a profité pour dénoncer l'attitude du syndicat révisionniste CGTG qui privilégie la négociation au détriment de l'action, pratiquant ainsi la collaboration de classe avec le patronat.

La commission internationale

a apporté le soutien du syndicat aux peuples qui

le monde à une 3^e guerre mondiale.

Ce premier Congrès de l'UGTG montre l'importance que prend la lutte du peuple guadeloupéen pour son indépendance et sa dignité.

Aussi, devant l'essor des luttes en Guadeloupe et en particulier la lutte des planteurs de canne ces derniers jours, tous les anti-impérialistes français ou étrangers doivent soutenir ces luttes et se tenir prêts à manifester dans l'avenir leur solidarité combattante avec le peuple guadeloupéen.

Vive le premier Congrès de l'UGTG !

Vive l'indépendance nationale de la Guadeloupe !

Soutenons la juste lutte du peuple guadeloupéen !

Correspondant HR.



COREE DU NORD : PROVOCATIONS AMERICAINES

Les ministres des Affaires étrangères de la République démocratique et populaire de Corée vient de déclarer à Radio Pyongyang que «la situation en Corée est de plus en plus grave» et que «la guerre peut exploser à tout instant». Il a affirmé que «les États-Unis ont stocké des bombes atomiques en Corée du Sud, envoyé des chasseurs bombardiers F III et quatre mille hommes en renfort, tandis que l'US-Airforce basée à Okinawa (Japon) effectue des exercices de bombardements atomiques». Protestant contre ces manœuvres agressives, la République démocratique de Corée exige le départ immédiat des Américains de Corée et la réunification pacifique immédiate du pays.

Pendant ce temps, dans le sud du pays, une manifestation se déroulait pour exiger la démission du président Park Chung Hee et le rétablissement des libertés démocratiques.

CHINE : DELICATE OPERATION DU FOIE SUR LE «TOIT DU MONDE»

Un chef d'escouade de l'Armée populaire de libération blessé sur un chantier a subi une délicate intervention du foie au Tibet. Le chantier était situé à 5 300 mètres d'altitude et à 500 km, par des chemins de montagne, de l'hôpital le plus proche. Le blessé ne pouvant supporter ce voyage, une équipe de médecins de l'APL travaillant sur le chantier décida d'opérer sur place, décidée à faire l'impossible pour sauver son frère de classe, aidée d'une équipe médicale en tournée dans la montagne et de toute la population qui offrit son sang.

Les médecins discutèrent tard dans la nuit du plan opératoire. L'opération eut lieu sous une tente, avec une lampe ordinaire. Les chirurgiens suturèrent minutieusement la plaie, longue de 6 mm et profonde de 3 mm au lobe droit du foie. Malgré le mal des montagnes dont ils souffraient tous, l'opération a été couronnée de succès.



ALGER : OUVERTURE DU PROCES DES AUTEURS DE L'ATTENTAT CONTRE «EL MOUDJAHID»

Les auteurs de l'attentat à la bombe contre le quotidien «El Moudjahid», parmi lesquels trois Français, comparaissent depuis mardi matin devant la cour de sûreté de l'État.

Le quotidien algérien souligne que «les auteurs de l'attentat d'Alger appartiennent à un réseau subversif antialgérien implanté en France qui a à son actif une série d'attentats perpétrés contre les personnes et les représentations algériennes aussi bien en France qu'en Europe... certains résident actuellement en France ou y ont résidé et sont venus directement en Algérie de France pour commettre leurs méfaits. Les engins explosifs de modèles perfectionnés provenaient de France via l'Espagne. Quant à l'opération, elle a été financée par un ressortissant français Paul Daniel, dit Daniéolo, sur instruction émanant de France.»

nouvelles intérieures

QUAND LES VITICULTEURS SONT EN COLERE

Le procureur de la République de Bourg-en-Bresse (Ain) a publié mardi soir un communiqué dans lequel il a déclaré que les dégâts provoqués par l'intervention d'un groupe de viticulteurs dans la nuit de dimanche à lundi contre les établissements Ramel étaient considérables.

Venus du Midi où l'on sait la mobilisation des viticulteurs, les travailleurs ont fait irruption la nuit dans les

entrepôts de ce négociant en vins.

Quand les viticulteurs sont en colère voilà ce que cela donne : 30 camions-citernes fortement endommagés, trois groupes d'embouteillage et tous les appareils des stations de filtrage détruits, 82 cuves endommagées, 40 000 bouteilles de vin brisées, 30 000 litres de sirop cassés, 14 000 hectolitres de vin répandus.

Le député républicain indépendant de la circons-

cription qui répond au nom d'évocatrice de Guy de la Verpillère a adressé à Ponia un télégramme dans lequel il s'indigne de ces « véritables actes de vandalisme commis sous le couvert du syndicalisme ». Il demande au ministre des forces de l'ordre « si la tolérance en matière de manifestations dans un régime démocratique va jusqu'à permettre de tels excès ». Traduez en clair : « liberté pour les patrons d'exploiter et d'opprimer les travailleurs ». Mais l'opinion réactionnaire du bourgeois de la Verpillère, est également partagée par le PCF de la région. Celui-ci a en effet condamné « cet acte de vandalisme qui ne résout en rien les revendications profondes des viticulteurs, ne sert nullement la cause des travailleurs et ne peut que favoriser l'accroissement de la répression du gouvernement ». Là aussi il faut traduire par « travailleurs, si les patrons vous exploitent et vous oppriment, laissez-vous faire sinon vous attirerez leur colère et leur répression ». C'est clair : d'un côté les viticulteurs qui luttent pour vivre décemment et de l'autre le camp des négociants et des patrons bourgeois.

PONIA HEU...REUX !

Le 1er flic de France a déclaré, après le dialogue Fourcade-Mitterrand : « Vous savez : quand on voyage beaucoup à l'étranger, on réalise à quel point la France est un pays protégé et heureux. Bien sûr nous avons des difficultés et des problèmes d'emploi — c'est la plus grande difficulté que nous ayons à résoudre — mais en France, nous avons beaucoup de choses : un niveau de vie exceptionnel, des conditions de vie, une qualité de vie, et une liberté. Nous sommes un des 15 pays qui aient encore un régime démocratique véritablement libre. Tout cela, il faut le protéger. Il faut en assurer l'évolution et le progrès ».

Heureux les ouvriers, les petits paysans, les employés, les étudiants, matraqués par la police lorsqu'ils revendiquent ? Heureux les travailleurs immigrés qui vivent dans des baraques insalubres, des bidonvilles, ou qui sont froidement assassinés ?

Il faut une sacrée dose de cynisme pour l'affirmer !

Echos du cirque électoral

Malgré leur débauche publicitaire, les dirigeants du PCF ne rencontrent guère de succès pour amener les travailleurs à les soutenir dans leur course aux postes de conseillers généraux. C'est ainsi que lundi ils organisaient un meeting au Palais des sports avec tous leurs candidats. Pour cela ils avaient fait couvrir d'affiches les murs de Paris. Le résultat a déçu leurs espérances. L'« Humanité », d'habitude si prompt à annoncer des chiffres qu'elle gonfle à souhait, se garde bien cette fois-ci de donner un chiffre quelconque.

Marchais, qui doit être amnésique, y a notamment déclaré : « Depuis trente ans, tous les partis politiques ont participé au gouvernement de la France, tous sauf un : le Parti communiste français ». Il veut sans doute faire oublier la participation du PCF au gouvernement, de 1945 à mai 1947, où il s'employa sous la direction de Thorez à restaurer l'économie capitaliste.

Ceci dit, Marchais devait ajouter : « Donner aux com-

munistes la place à laquelle ils ont droit dans les responsabilités publiques, en commençant dès dimanche, voilà le moyen, le seul moyen de faire du neuf ». Du « neuf » avec du vieux, en somme, puisque les dirigeants du PCF n'aspirent qu'à conquérir des places dans le vieil État capitaliste et à gérer la vieille économie capitaliste.

N'ayant pas eu de succès au Palais des sports, le PCF n'en a guère plus dans les meetings locaux qu'il organise. C'est ainsi qu'à Brétigny-sur-Orge il a essayé d'intéresser la jeunesse à son cirque électoral. Malgré une intense propagande, un spectacle de jazz gratuit, pas plus d'une vingtaine de personnes ont participé à la réunion qu'il organisait avec son candidat. Il est vrai qu'à Brétigny-sur-Orge, la jeunesse révisionniste a bien des problèmes puisque 7 de ses membres viennent de rejoindre les rangs de la Jeunesse communiste marxiste-léniniste de France.

Dans cette même ville, les quelques irréductibles

du PCF sont fort nerveux puisqu'ils arrachent les affiches du candidat socialiste et ont agressé celui-ci physiquement, en pleine nuit.

Dans plus d'un endroit le PCF est inquiet de la concurrence socialiste. C'est en particulier le cas à Bruay-en-Artois où le conseiller général sortant est membre du PCF. Le PCF souhaiterait que les socialistes aillent se faire voir ailleurs.

En attendant dimanche, la cuisine électorale va bon train. C'est ainsi que le secrétaire général des républicains indépendants a appelé à « voter pour un candidat socialiste, s'il est seul, et si c'est un ancien élu qui a déjà travaillé pour nous... » De son côté, Krivine a appelé à voter pour les candidats du PCF ou du PS.

Comme on le voit on s'agite beaucoup chez les politiciens bourgeois, dans l'indifférence générale de la population travailleuse. Tant il est vrai que le monde des politiciens et celui des travailleurs sont non seulement différents mais opposés.

Chamonix

Contre les licenciements

Une centaine de camions «STOUFF» ont bloqué la RN 506

Une centaine de camions de l'entreprise «Stouff international» ont barré, depuis lundi matin 8 h et pendant 30 heures, la «route blanche» entre Fayet et Chamonix sur la Route nationale No 506. Les chauffeurs routiers entendent ainsi protester contre la décision du «syndic» de licencier les 250 salariés de l'entreprise qui a été mise en règlement judiciaire.

Aucune négociation n'a-

vait pu être engagée entre les pouvoirs publics et le syndicat de l'entreprise.

C'est en effet le tribunal de commerce de Lyon qui avait estimé, le 23 janvier dernier, que Stouff disposait de tous les éléments lui permettant de continuer son activité. L'Automobile club de France et le GAN, assureurs de Stouff, avaient refusé la remise des documents administratifs permettant en outre la poursuite des trans-

ports de la société, sur le Proche-Orient notamment.

Mardi midi, sept à huit cents camions étaient bloqués du côté français et six à sept cents autres immobilisés du côté italien ; les véhicules de tourisme étaient tous bloqués sur le réseau routier avoisinant.

C'est après avoir obtenu des garanties quant au sort de leur entreprise que les chauffeurs de la société Stouff ont décidé, à 14 h 15, de lever le barrage.

Le syndicat de la société a annoncé en effet la suspension des mesures de licenciement notifiées le 27 février dernier aux 250 employés de l'entreprise.

La lutte des chauffeurs routiers contre les licenciements, rejoint celle des ouvriers et employés qui occupent leur usine ; eux, routiers, ils ont occupé la route et ils ont gagné !

Tour de France d'information de J. Papinski

Jacques Papinsky, l'instituteur d'Homécourt (Meurthe-et-Moselle), révoqué en juin 1974, et qui a poursuivi ces derniers mois une grève de la faim de 91 jours pour appuyer sa demande de réintégration, a annoncé mardi dans une déclaration à la presse qu'il allait entreprendre un «tour de France» afin de faire connaître sa position, et de «sensibiliser l'opinion» à ce sujet.

Ce «tour de France», qui commencera dans la région parisienne, devrait ensuite le conduire en Bretagne, à Lyon, à Grenoble, à Marseille, à Bordeaux et à Tours.

Papinsky a souligné que les débats qu'il comptait organiser dans toutes ces régions l'amèneraient à évoquer à partir de son cas personnel des problèmes plus généraux, comme la répression, le chômage, et, plus précisément, la liberté d'opinion des fonctionnaires et l'organisation des inspections dans l'Éducation nationale.

L'Association des amitiés franco-albanaises a tenu son assemblée générale statutaire

Samedi et dimanche dernier s'est déroulée à Versailles l'Assemblée générale statutaire de l'Association des Amitiés franco-albanaises en présence de près de 130 délégués des comités locaux de base et de personnalités amies de l'Albanie venus de toutes les régions de France.

M. Abraham Behar, qui assumait les fonctions de secrétaire général depuis le décès de Gilbert Mury, a présenté le rapport moral qui a été adopté à une large majorité.

Différentes commissions ont travaillé longuement sur le règlement intérieur et sur l'orientation générale de l'association, très largement ouverte à tous les amis de l'Albanie, sans distinction

d'opinions philosophiques, politiques ou religieuses.

M. Javer Malo, ancien ambassadeur extraordinaire d'Albanie en France, actuellement directeur de l'association d'amitié du peuple albanais avec les peuples étrangers, avait adressé un message de salutation à l'Assemblée générale.

Le Conseil de l'association a été élu à l'issue des travaux ainsi qu'un secrétariat de cinq membres, dont M. Abraham Behar, sous les applaudissements enthousiastes de l'assemblée.

Le plein succès de cette Assemblée générale permet d'augurer favorablement du renforcement continu de l'amitié entre les peuples français et albanais.

Comment saigner encore plus les travailleurs?

Pour essayer de faire passer sa politique antisociale, la bourgeoisie utilise un de ses gadgets : les sondages.

Soi-disant, les travailleurs seraient favorables à un blocage des salaires et des prix. Y-a-t-il un pays capitaliste où n'existe pas de hausses des prix ? Pour les salaires, on peut leur faire confiance pour serrer le frein. Alors, qui peut penser que ce tour de manège règlera la situation ?

Une autre trouvaille : une majorité de Français accepterait une augmentation des impôts pour aider les handicapés physiques ? Décidément quand il s'agit de faire payer le peuple, de rogner sur les maigres budgets des travailleurs, tous les bourgeois débordent d'imagination ! C'est ça leur programme «social». Or qui rejette les handicapés de la société sinon les capitalistes ? Quand ils réussissent à avoir un travail, combien sont-ils rémunérés ? Dans aucun cas ils n'ont le minimum vital.

Les handicapés ont le droit de vivre, c'est le capitalisme qui leur refuse, c'est à lui de payer.



Montpellier

BATIMENT

Lutte contre les licenciements au Génie civil de Lens (GCL)

Après Astre, Etraba, Stribick, Dodoin, Travaux du Midi, Fougerolle, une nouvelle lutte importante est engagée dans le bâtiment, dans la région de Montpellier. Les camarades de l'entreprise nous ont envoyé un compte-

rendu détaillé que nous reproduisons, car de l'issue de cette grève dépend le relancement ou non de la bagarre sur le secteur. C'est également une lutte importante contre la ligne de démobilisation des révisionnistes.

LE «GCL» ?

Entreprise de bâtiment. Siège à Lens. Environ 1 500 salariés. Plusieurs agences dont une à Montpellier comportant 200 salariés. Cette entreprise a construit une bonne partie des HLM de Montpellier. Actuellement le «carnet de travaux» se vide paraît-il... Un chantier à la ZUP de la Paillade se termine, un autre regroupant la majorité des travailleurs au HLM de Pompignane est bien avancé en gros œuvre... et la seule réponse des patrons est comme toujours : licenciements !... ou «prendre son sac» comme on dit dans le métier !

Le GCL fait partie du Groupe Campenon Bernard (dépendant de la banque de Suez) qui regroupe déjà à Montpellier les entreprises Fougerolle, Balency et Briard, Socea, Allard, etc. Dans ce groupe la restructuration capitaliste continue bon train : concentrer pour faire plus de profits sur le dos des travailleurs...

Les travailleurs du GCL : Un riche passé de lutte !

Une forte section syndicale CGT implantée depuis

plusieurs années regroupant des travailleurs de toute nationalité et ayant un passé de lutte glorieux (la CFDT est présente aussi mais minoritaire, et pas «claire»...) :

— majorité d'Espagnols dont beaucoup ont participé à la «guerre d'Espagne» contre le fascisme et Franco.

— Algériens et Marocains dont certains ont participé aux luttes contre le colonialisme français...

— des Français anciens résistants de Corse, Gard, Hérault, Lozère, Aveyron... — des jeunes aussi qui ont vécu mai 68 et qui sont très attentifs à la riche et glorieuse expérience de leurs aînés.

Cette richesse provoque une intense vie politique :

Sont présents :

— les révisionnistes du PCF et du PCE qui ont leur cellule dans l'entreprise.

— un courant sympathisant du FRAP.

— des camarades liés à l'Amicale des Algériens en Europe.

— des communistes marxistes-léninistes regroupés

autour du journal Humanité rouge.

— enfin depuis un an environ la présence tenace d'une cellule du PCMLF dont la voix monte de jour en jour.

Mais cette richesse et cette combativité est dévoyée par les dirigeants du faux PCF qui manipule la CGT.

Une bonne partie des adhérents et délégués CGT pourtant honnêtes et combattifs sont trompés par la ligne politique du faux Parti communiste que les dirigeants corrompus s'efforcent par tous les moyens de faire rentrer dans les têtes.

LES FAITS

En janvier, 6 licenciements ont eu lieu au chantier de la Paillade, les travailleurs l'ont appris par la «radio chantier» plusieurs jours après, les responsables de la CGT n'ont rien dit. Ce n'est qu'après des critiques de nombreux camarades de base de la CGT et un bulletin clandestin de la cellule du PCMLF... que certains délégués bien

embarrassés ont essayé de se justifier en disant :

— «La direction ne nous a pas prévenus» — argument qui ne tient pas, car ce chantier se terminant c'était évidemment au comité d'entreprise de poser le problème de la mutation de ces ouvriers et sans attendre le fait accompli !

— On nous a dit aussi «que le nombre de licenciements, étant inférieur aux 10 prévus par la loi, ce n'était pas passé par l'inspection du Travail... alors le syndicat ne pouvait pas intervenir» !

— Autre argument : «Les 6 licenciés avaient signé un contrat de 6 mois se terminant à la fin du chantier». Donc le syndicat ne pouvait rien faire !... Pourtant grâce à une lutte féroce les travailleurs avaient réussi quelques mois plus tôt à annuler la tentative des patrons de mettre tous les nouveaux embauchés sous contrat !

— De plus, les dirigeants CGT nous avaient dit dans leur propagande (au moment des élections du CE et des délégués du person-

nel) qu'ils s'opposeraient à tout licenciement !

Voilà comment apparaît la démagogie, la trahison du faux PCF qui trompe encore une large masse de travailleurs de la CGT.

Dans la même période nous avons appris par la «bande» que les délégués avaient été réunis par la direction pour leur apprendre que 60 licenciements étaient possibles si de nouveaux chantiers n'étaient pas obtenus... Comme ce n'était pas encore sûr, le syndicat n'a rien dit... il ne faut pas «inquiéter» les travailleurs : ils nous prennent vraiment pour des enfants !

Mais les «bruits» couvrant le chantier, devant le mécontentement des travailleurs, la direction du syndicat a demandé aux délégués de faire passer cette pétition regroupant une «tartine» de revendications, avec tout de même (!) la demande d'annulation des licenciements. Evidemment cela n'a eu aucun résultat !

Nous avons eu ensuite une assemblée générale où après une confuse description de la restructuration des monopoles du bâtiment, le responsable syndical nous a appris que :

— la direction patronale faisait tout pour liquider l'agence de Montpellier et refusait de gros chantiers (ce qui est possible).

— la direction CGT avait fait de nombreuses délégations à la préfecture, à l'inspection du Travail, et allait faire intervenir les «élus de gauche» (!) : Tout ceci n'avait pas été décidé par les travailleurs !

— Quand les travailleurs ont soulevé le problème de l'action, tous unis contre tout licenciement, le responsable n'a rien dit et a laissé la discussion s'enfermer dans la division au sujet des primes (c'est sa tactique habituelle... beaucoup de réunions se terminent ainsi... car rien n'est proposé pour unir les travailleurs face aux patrons dans l'action !)

Nouvelle tactique :

La semaine suivante nous apprenions par un tract du PCF la venue de Paul Balmigère, député PCF de l'Hérault, et Richard Sanchez, candidat aux cantonales (!)

Mardi 17 février à 12 h 30

Alors que nous manions dans les baraques, nous avons vu arriver ces

deux «messieurs»... pas à l'aise au départ car personne ne sortait des baraques («On ne peut plus manger tranquille»). Enfin quelques travailleurs arrivant pour l'embauche, Balmigère a commencé son... «oraison funèbre».

«Je suis un ancien ouvrier agricole (il a laissé les vignes depuis 1946)... Je connais vos problèmes... Les 90 % ça ne paie pas (!) le PCF est avec vous, les cantonales, le Programme commun... et patati et patata...»

«Il faut lutter contre les licenciements... Je vais intervenir pour vous auprès de la préfecture en envoyant une lettre au préfet... Adhérez au PCF» !

Mais plusieurs travailleurs se sont élevés devant cette démagogie :

— «Ce n'est pas nous qui avons signé les accords de chômage !»

«Les licenciements ont déjà commencé et pourtant les responsables syndicaux appartenant au PCF n'ont rien fait !»

«Où sont les délégués qu'on s'explique ?»

«C'est par la lutte qu'on pourra obtenir des résultats et non par des pétitions, des délégations, des parlottes !»

Des discussions très riches et passionnées ont alors commencé entre plusieurs groupes de travailleurs... Le tract du PCMLF amené par un révisionniste et qualifié par Balmigère «d'injures», de «mensonges» ne fit qu'élargir le débat.

Les responsables du faux PCF se voyant débordés ont amené une «sono» pour couvrir les discussions et appeler... à adhérer au PCF !

Pour le courant «classe contre classe» et sympathisant des idées marxistes-léninistes, c'est une victoire : plusieurs travailleurs ont demandé des renseignements sur le PCMLF...

Au Génie civil de Lens de Montpellier tout ne fait que commencer. La lutte classe contre classe à laquelle aspirent de nombreux travailleurs sera-t-elle sabotée ? Cela dépendra de la prise de conscience des manœuvres du faux Parti dit communiste.

L'enjeu est très important pour la classe ouvrière du bâtiment de Montpellier : toute victoire au GCL ne fera que relancer la bagarre contre les patrons sur le secteur.

Des ouvriers marxistes-léninistes du bâtiment.

Neufbrisach (Haut-Rhin)

RHENALU : 6^e semaine de grève

Le lock-out se poursuit à l'usine de Rhénalu (Cégédur-Péchiney).

Jusqu'à dimanche, la direction a refusé de négocier.

La solidarité se développe : des dizaines d'entreprises de la région, à l'appel de l'Union interprofessionnelle de base CFDT, ont contribué par leurs collectes à la constitution d'un fond de solidarité de plus de 3,5 millions de francs (anciens).

Jeudi dernier, à Colmar, s'est tenu un meeting de solidarité organisé avec les travailleurs de Rhénalu qui a rassemblé 180 personnes. Des travailleurs de Rhône-Poulenc Chalampé et de Clark, délégués par leur section syndicale, sont venus faire part de leur expérience. Les travailleurs des filatures Haffner de la vallée de Munster menacées de fermeture — 103 ouvriers — avaient également envoyé une délégation. Un comité de lutte contre la crise était venu de Strasbourg. L'UIB CFDT a appelé à renforcer la solidarité non seulement sur le plan financier mais surtout en proposant à toutes les sections de la région



Tirage de l'affiche d'appel au meeting de solidarité du 26 février à Colmar, en commun avec des militants de l'Union locale de Colmar et des travailleurs de Rhénalu du piquet de grève (Photo correspondant HR).

d'organiser des assemblées générales d'information sur la lutte de Rhénalu et en déposant à cette occasion leurs cahiers de revendications.

Notons au passage que ces messieurs du PS et du PCF se montrent bien plus préoccupés par leur campagne électorale, par leur «plan de développement de l'Alsace» (capitaliste !) —

tout en essayant de récupérer des voix à propos du conflit de Rhénalu — que par le souci de développer la solidarité pour les grévistes de Rhénalu ! Quant à la CGT, après les déclarations verbales de la première semaine, on se demande où elle est passée !

Samedi matin, lors de l'assemblée générale du personnel (250 présents), les

travailleurs ont montré leur détermination : alors que les conseillers généraux et maires des villages avoisinants organisaient un vote secret pour la reprise du travail, les grévistes ont unanimement rejeté cette immixtion intolérable dans leurs affaires et cette tentative de division.

Correspondant HR.



la France des luttes

A la Société Nouvelle de Roulement (Annecy)

L'OCCUPATION CONTINUE

Dimanche matin 28/2, les grévistes recevaient le soutien massif des travailleurs annéciens lors de leur diffusion de tracts dans l'agglomération. Dans le même temps, lundi 1er mars à 5 heures du matin, les sections syndicales CGT et CFTD réunissaient les travailleurs des 5 équipes d'occupation dans chaque usine, par la voix de leurs délégués syndicaux, les grévistes approuvaient les initiatives des organisations syndicales et étaient résolus à continuer l'occupation jusqu'à la victoire finale. Les travailleurs participent toujours activement aux 5 tours de garde qui permettent de conserver la meilleure arme de combat : les stocks de roulements coniques qui se font rares

maintenant en France. La direction n'a pas encore demandé l'intervention de l'escadron des gardes mobiles arrivé de Belley qui a pris la place de celui d'Annecy envoyé au vert pendant la grève de SNR. Mais elle continue désespérément ses attaques contre les grévistes par les communiqués de presse et les lettres individuelles. Tour à tour les partis de «gauche» ont rencontré les organisations syndicales. (le PS, le PSU et le PCF). Ce dernier, représenté par le candidat «communiste» aux élections cantonales s'est permis de critiquer vertement la grève : elle était soi-disant mal placée par rapport aux élections et le seul changement viendrait d'un changement de gouver-

Gaillard (Haute-Savoie)

grève avec occupation aux laboratoires Aspro-Nicholas

Les travailleurs sont en grève avec occupation des locaux depuis le 24 février, pour la sécurité de l'emploi et le maintien des avantages acquis.

Mercredi 25 février, la direction, accompagnée d'une suite d'hommes de main, a tenté un coup de force pour briser le piquet de grève à

l'entrée des laboratoires. Elle s'est heurtée au calme et à la ferme détermination des travailleurs de faire aboutir leurs revendications, rejetant toute provocation.

Malgré que 11 délégués syndicaux aient été assignés devant le tribunal des référés de Thonon-les-Bains, suite à l'occupation, le mouvement se poursuit, par les travailleurs et le comité de grève avec la CGT et l'UGICT (Union générale des ingénieurs, cadres et techniciens). Le comité de grève fait fournir les médicaments indispensables et urgents pour les pharmacies et les hôpitaux.

Les travailleurs d'Aspro-Nicholas sont ainsi déterminés, comme des milliers d'autres actuellement de par la France entière, à lutter jusqu'à satisfaction et malgré les menaces et les propos de Clémencin, PDG des laboratoires, qui déclare : «Je suis disponible pour une entrevue à laquelle je pose un préalable, la cessation de l'occupation des laboratoires, que je considère comme illégale».

Certes, ce M. Clémencin, PDG est disponible... mais disponible à se servir de sa justice et, qui sait, de ses flics...

Les travailleurs d'Aspro-Nicholas, le comité de grève et les syndicats sont décidés à lancer une campagne de popularisation auprès de l'opinion publique.

Et pourtant le service d'ordre, pour cette fois assez nombreux et structuré de la FD, constitué visiblement plus pour contenir les éventuels «irresponsables» (entendez Paysans-Travailleurs) que pour faire face aux CRS, le SO de la FD n'a pu empêcher les Paysans-Travailleurs de diffuser un tract désignant les véritables ennemis, les véritables problèmes : la concentration de la production aux mains et sous la direction d'une poignée de capitalistes.

Pendant que Gouezou et autres dirigeants responsables s'égoïsaient pour un carré d'inconditionnels de la FD et une kyrielle de flics qui traînaient par là, des discussions riches s'établissaient entre groupes de paysans sur la place devant le tribunal.

Le verdict sera rendu le 11 mars.

Encore une journée qui montre qu'il y a encore du chemin à faire.

A la campagne aussi les travailleurs souffrent de plus en plus de l'oppression économique et de la répression de la bourgeoisie.

Mais les yeux commencent à s'ouvrir. C'est notre tâche, à tous, les communistes, de populariser cette situation et ces luttes parmi les travailleurs des villes.

* Dans ce tract qu'ils diffusèrent, ils reprenaient tout simplement les propositions de la commission de la CEE : 10 % (la commission doit en être à 9,5 % !)

l'entrée des laboratoires. Elle s'est heurtée au calme et à la ferme détermination des travailleurs de faire aboutir leurs revendications, rejetant toute provocation.

Malgré que 11 délégués syndicaux aient été assignés devant le tribunal des référés de Thonon-les-Bains, suite à l'occupation, le mouvement se poursuit, par les travailleurs et le comité de grève avec la CGT et l'UGICT (Union générale des ingénieurs, cadres et techniciens). Le comité de grève fait fournir les médicaments indispensables et urgents pour les pharmacies et les hôpitaux.

Les travailleurs d'Aspro-Nicholas sont ainsi déterminés, comme des milliers d'autres actuellement de par la France entière, à lutter jusqu'à satisfaction et malgré les menaces et les propos de Clémencin, PDG des laboratoires, qui déclare : «Je suis disponible pour une entrevue à laquelle je pose un préalable, la cessation de l'occupation des laboratoires, que je considère comme illégale».

Certes, ce M. Clémencin, PDG est disponible... mais disponible à se servir de sa justice et, qui sait, de ses flics...

Les travailleurs d'Aspro-Nicholas, le comité de grève et les syndicats sont décidés à lancer une campagne de popularisation auprès de l'opinion publique.



Griffet (Marseille)

VIOLENCES ET MENACES POLICIERES

Les travailleurs avaient décidé en intersyndicale de ralentir la circulation sur l'autoroute Nord, et de distribuer des tracts aux automobilistes pour «célébrer le 1er anniversaire de l'occupation de l'usine» et ainsi populariser leur lutte.

Lundi matin à 6 h, ils ont placé 2 barrages à l'entrée et à la sortie de l'autoroute Nord de Marseille. La police est intervenue violemment contre les grévistes au cours de la manifestation, menaçant les chauffeurs de grue avec des matraques et même des revolvers. Les policiers ont en outre jeté brutalement à terre plusieurs travailleurs de Griffet en lutte, et l'un des «flics» a même déclaré : «écrasez-le». Voilà une fois de plus comment la bourgeoisie traite les travailleurs qui défendent leur emploi !

LORIENT :

GREVE POUR LA REINTEGRATION D'UN CANDIDAT CFTD AUX ÉLECTIONS DE DÉLÉGUÉS

Le licenciement d'un candidat CFTD aux élections des délégués du personnel est à l'origine d'une grève illimitée qui a débuté le 26 février à l'entreprise de transports Lestrehan à Lorient. Sur les 30 employés de l'entreprise, 23 participent au mouvement. Ils bloquent notamment une carrière à Plouhinec où les camions de la société prennent habituellement livraison de sable. Outre la réintégration du chauffeur licencié, ils revendiquent des améliorations de salaire et d'horaires.

LES ÉBOUEURS DE BREST REPRENENT LE TRAVAIL LA TÊTE HAUTE

Après 3 semaines de grève, nous apprenons que les éboueurs de Brest (par 57 voix contre 14), ont repris le travail lundi 1er mars. Une partie importante de leurs revendications ont été satisfaites.

Dans un prochain article sera fait le bilan de cette grève.

3000 PAYSANS A DINAN CONTRE DE NOUVELLES INCULPATIONS D'AGRICULTEURS

Trois mille agriculteurs ont manifesté, en fin de semaine, à Dinan (Côtes-du-Nord), par solidarité avec 14 cultivateurs poursuivis en vertu de la loi anticasseurs, qui ont comparu devant le tribunal de grande instance de Dinan.

Après avoir stationné pendant une heure devant le tribunal les manifestants ont défilé devant la sous-préfecture où le cortège s'est disloqué.

Le résultat sera connu le 11 mars prochain.

Voici ci-dessous le compte-rendu que nous avons reçu de notre correspondant.

Cet après-midi passaient au tribunal 13 paysans des cantons de Plancoët et Ploubalay, deux plus grosses têtes de la Fédération départementale, inculpés au titre de la loi anticasseurs pour avoir comblé les fondations des porcheries d'un cumard (en 1974).

3 000 agriculteurs du département étaient venus soutenir leurs camarades et ont manifesté dans la ville de Dinan.

C'était la FDSEA qui avait battu le rappel de ses troupes et qui comptait en faire une opération publicitaire pour ses dirigeants inculpés d'une part, et d'autre part une manifestation de soutien à Bonnet pour «Bruxelles» comme en témoigne le texte de cette pancarte vue dans la manif : «Bonnet souviens-toi que tu es Breton

» Dur comme le roc, » Découvre-toi et maintiens ferme la barre à 12 % » comme en témoignent les appels répétés à une justice «clémente et modérée».

Beaucoup de gens qui ne manifestent pas d'habitude étaient là, ce qui prouve la prise de conscience qui se fait face à la situation de plus en plus dramatique de milliers de paysans.

Mais, et c'est un signe qu'ils ne représentent pas les aspirations des travailleurs de la terre, les orateurs de la FD n'étaient pas écoutés.

Le fait le plus important — et pas apprécié de tous ! — était la présence des «Paysans-Travailleurs» non pas symbolique mais réellement importante.

Hier, à l'annonce de leur présence dans la presse, la FD s'est crue obligée de passer le communiqué suivant :

«L'initiative de ce rassemblement a été prise par la FDSEA et par elle seule. En conséquence, elle assume la responsabilité totale de son déroulement.

» Aussi ne seront acceptés à participer à cette manifestation que ceux qui se plieront aux ordres et consignes donnés par la Fédération».

Contre la réforme Soisson

Le recteur de l'université d'Orléans séquestré par les étudiants

L'université d'Orléans-La Source comprend environ 5 000 étudiants répartis sur 5 Unités d'enseignement et de recherche (Sciences, Lettres, Droit-Sciences Eco, Techno-MST, Etudes ligériennes-géographie) et un Institut universitaire de technologie, sur un campus à 10 km d'Orléans. C'est une de ces universités créées dans les années 60 pour «décentraliser» la capitale... Depuis lors la situation n'a cessé de se dégrader et, malgré des filières nouvelles, le nombre d'étudiants n'a pas progressé.

Face à cette situation, Soisson a avancé une «solution». Il a mis en place la commission Trincaï — du nom de son président — pour formuler des propositions de nature à remettre sur pied cette université, à la restructurer, à la rentabiliser. Quelles sont ces propositions ?

En clair elles disent toutes la même chose : faire de l'université un centre de formation qui fournirait de la main-d'œuvre en quantité et en qualité déterminées pour les besoins directs et immédiats du patronat local et régional.

Puis la réforme du second cycle universitaire a été publiée. Elle propose des «solutions» patronales à la «crise de l'université» : une sélection accrue, le patronat partout présent à l'université, pour mieux assujettir celle-ci à l'économie capitaliste.

*** Mais face à cela, les étudiants ont réagi : le 23 février,

l'Unité d'enseignement et de recherche d'études ligériennes se mettait en grève avec occupation des locaux pour le maintien d'un poste de prof et contre la réforme du second cycle. Le 24 c'était le tour du premier cycle de Sciences et le 25 celui de la faculté de Lettres, où des assemblées générales avaient lieu tous les jours pour décider de la reconduction de la grève, et des moyens à mettre en œuvre pour l'information, la coordination (avec les syndicats enseignants, les autres facultés, etc.) afin de faire reculer le gouvernement sur cette réforme.

Le 26 à 18 heures se déroulait à la faculté de Sciences l'inauguration du centre de calcul, en présence du recteur de l'académie d'Orléans-Tours. Sur décision de l'assemblée générale de Lettres, une centaine d'étudiants s'y rendirent. Au centre de calcul, ils retrouvèrent une centaine d'étudiants

de Sciences. Aux cris de «Non à la réforme du second cycle», «Flics, patrons, hors des facs», «Facs d'élite, sacs poubelles, non aux facs concurrentielles», «Non au projet Trincaï», ils envahirent le bâtiment. Ils bloquèrent le recteur, les directeurs des Unités d'enseignement et de recherche et d'université et des journalistes dans une salle pendant 2 heures, montrant ainsi leur détermination à vaincre. Le recteur promit de rendre compte de sa séquestration à la secrétaire d'État aux universités et de la volonté des étudiants de refuser la réforme.

Les étudiants sont décidés à vaincre et cette manifestation les a renforcés dans leur détermination. La lutte continue à l'université d'Orléans.

Les marxistes-léninistes de la faculté de Lettres.

8 MARS: PREPARONS LA JOURNEE INTERNATIONALE DES FEMMES

Nous commençons ci-dessous les publications d'une série de livres intéressants à consulter et à diffuser sur l'oppression et les luttes de femmes. Ils peuvent valablement figurer sur une table de presse lors d'un meeting ou d'une réunion portant sur cette question.

Des femmes dans la Résistance — Julliard éditeur — 242 pages.

Ce livre est un recueil de récits écrits par des femmes ayant participé activement à la Résistance. Quelle importance les femmes ont joué dans la Résistance, quel esprit de lutte elles ont déployé, comment elles se sont organisées pour faire face aux difficultés de la guerre (chômage, misère, rationnement, arrestations...) : c'est ce que ces textes décrivent, montrant ainsi que la femme peut lutter aussi vaillamment que l'homme quand il s'agit de chasser le fascisme.

LIP au féminin

Les travailleuses de l'usine LIP, ces femmes qui ont lutté pendant presque un an pour la défense de leur emploi ont publié une brochure collective «LIP au féminin» dans laquelle elles analysent leur condition d'ouvrières, de femmes travailleuses et leur lutte. Ces ouvrières montrent comment la lutte leur a fait prendre

conscience de leur oppression sous le capitalisme d'une part, et comment elle leur a donné confiance en elles-mêmes, confiance dans la force qu'elles représentent. «Crie moins fort, les voisins vont t'entendre» Erin Pizzey — édition des femmes — 228 pages

Le Moyen-Age n'est pas fini, c'est ce que nous découvrons au fil des pages de ce livre : les femmes battues, rouées de coups par leurs maris sont encore une réalité quotidienne. Cette scandaleuse réalité est rendue possible par la toute-puissance de la famille bourgeoise, l'image de la femme-esclave soumise à la tyrannie de son mari, et par l'attitude des services sociaux et médicaux qui, souvent, ne comprennent pas tout le poids de la dépendance économique et sociale des femmes envers les hommes, qui ne comprennent pas «combien il est financièrement et psychologiquement difficile pour une femme qui a des enfants de se retrouver seule, de trouver

un logement et de quoi vivre» 9p.172). En fait, nous comprenons à travers tout le livre que le premier responsable des femmes battues, c'est le capitalisme et son idéologie réactionnaire.

L'émancipation des femmes en Albanie — Annick Miské (brochure Aafa).

Les femmes albanaises ont mené et mènent toujours un dur combat pour gagner leur émancipation. L'auteur, à travers cette petite brochure, montre que, dans un pays socialiste, la lutte continue. Un exemple : une présidente de coopérative agricole désirait être relevée de ses fonctions car, mère de 4 enfants, elle ne pouvait plus assurer le tâche qui lui avait été confiée. La secrétaire du parti accepta sa démission. Mais les coopérateurs ne l'entendirent pas de cette oreille et s'opposèrent au départ de leur présidente. Ils estimèrent en effet que la solution n'était pas de décharger la présidente de ses responsabilités professionnelles mais bien au contraire de l'aider à y faire face en la déchargeant le plus possible des tâches ménagères qui l'écrasaient.

Solution qu'il convenait de rechercher collective-

ment. Cet exemple montre à l'évidence que même sous le socialisme, la lutte continue, que rien ne s'acquiert sans lutte. C'est cette lutte-là que l'Union des femmes albanaises entend mener sans désarmer avec l'approbation et le soutien du Parti communiste albanais.

FEMMES EN CHINE

Brochure réalisée par «Femmes en lutte» avec la collaboration de Connaissance de la Chine de Lausanne (avril 75).

La brochure nous montre bien l'importance de la participation des femmes à l'édification socialiste.

Elle nous montre bien aussi que le principal obstacle à l'émancipation de la femme n'est pas l'homme, mais le système social.

Qu'est-ce que la famille chinoise ? Comment sont pratiqués la contraception et l'avortement ? Quel est le rôle de la femme dans la production ? Comment les quartiers sont-ils organisés pour permettre le plus possible la libération des femmes des tâches ménagères ?

Voilà toute une série de questions auxquelles cette brochure apporte des réponses.

L'histoire d'un chrétien naif

«L'USINE DE LA PEUR» de Daniel Bouvet (1)

L'usine, c'est celle de Citroën à Cormelles-le-Royal, près de Caen. Ce n'est pas la seule usine de la peur : on en connaît plus d'une et qui ne s'appelle pas forcément Citroën. Peugeot n'a rien à envier. Tramiot opérait chez Renault. «Le Parisien libéré» a ses chiens policiers. Oui, des «machines à broyer les hommes».

CITROEN

c'est 50 000 travailleurs répartis ainsi :

— ouvriers	38 200
— employés	4 300
— maîtrise	2 400
— techniciens	3 900
— cadres	1 200

dont

Rég. paris.	20 800
Rennes	10 300
Caen	2 700
Reims	750
Metz	2 200
Mulhouse	1 000
Charleville	450

Mais leur existence n'est pas une «bavure» du système. Elle lui est inhérente.

Ceci étant, la qualité de l'ouvrage de D. Bouvet, c'est son côté authentique, honnête, de témoignage vécu. Les défauts, c'est précisément d'avoir posé le problème en termes individualis-

tes, de «cheminement» d'un couple ; c'est aussi d'être resté enfermé dans un horizon étroit, celui d'une usine. Même si D. Bouvet a joint des témoignages d'ouvriers de Poissy, nous aurions la tentation de dire : trop facile. Il aurait fallu élargir l'enquête à d'autres usines du groupe, notamment à celles de Rennes, de Clichy, de Nanterre. La dernière aurait même mérité une dimension supplémentaire à la réflexion, car elle a l'avantage d'être implantée dans une municipalité dite «ouvrière». Question : qu'est-ce que cela apporte de plus aux travailleurs ? Sinon de leur offrir, à peu près une fois par an, le spectacle d'un maire révisionniste, bardé de tricolore, se faire complaisamment photographier devant le portail, alors que la CFT y fait la loi... tous les jours et y sabote régulièrement toute élection professionnelle.

Par ailleurs, la référence à un Christ militant ne doit certes pas constituer un obstacle à l'union entre «ceux qui croient et ceux qui ne croient pas» lorsque les uns et les autres luttent pour les intérêts de «l'homme, ce

bien le plus précieux». Elle ne doit pas non plus constituer une fuite en avant pour les premiers. Mais c'est là un débat beaucoup plus vaste...

Disons simplement ici à D. Bouvet et à tous nos amis chrétiens qui croient pouvoir se reconnaître en lui : Ne soyez pas naïfs. Examinez la ligne appliquée par les dirigeants de la CGT. Sert-elle effectivement les intérêts des travailleurs ? La lutte de la CGT contre la CFT est-elle porteuse d'un combat classe contre classe — est-elle significative d'une lutte de deux clans pour le pouvoir d'encadrement de la classe ouvrière ? Et incitons-les à (re)lire les pages de Marx sur le socialisme utopique et le socialisme scientifique.

La convention des établissements Citroën de la région parisienne

Le 26 février 1975, la CGT ralliait la CGC, la CGT-FO et la CFT pour signer cette convention. Passons sur les clauses compliquées présidant au calcul des différentes primes (d'assiduités, de vacances, de fin d'année) et l'assurance contre les aléas de carrière (basée — tenez-vous bien —

sur les «efforts réellement fournis») et arrêtons-nous à l'article 19. A lui seul il donne tout son sens à cette convention de collaboration de classes :

Article 19 — Différends collectifs

1) En cas de différend, les parties contractantes s'engagent à ne recourir au lock-out, à la grève ou à la réduction du rythme de travail qu'après avoir recherché toutes les possibilités de conciliation.

2) Si le conflit persiste, la grève ne peut être déclenchée licitement sans :

a) Etre précédée par une tentative de conciliation avec l'employeur et l'établissement éventuel d'un procès-verbal de non-conciliation, précisant d'une façon explicite les points du litige.

b) Etre précédée de la consultation de l'ensemble du personnel sur son opportunité, par un vote à bulletins secrets, sous le contrôle de l'inspecteur du Travail ou d'un officier ministériel.

c) Avoir été votée à la majorité des salariés remplissant les conditions d'électorat pour les élections professionnelles.

d) Avoir été précédée d'une notification à l'employeur avant son déclenchement.

3) L'employeur ne pourra décider du lock-out en cas de grève licite.

(1) Ed. Stock. Collection «Témoigner» — 25 F.

Toulouse

Semaine anti-impérialiste ANGOLA

MEETING D'INFORMATION
VENDREDI 5 MARS A 20 HEURES
CITÉ UNIVERSITAIRE ARSENAL BT C

Organisé par le CLAI (Comité de liaison anti-impérialiste : CISLA ; CPAP ; AGEG ; AGEM ; AEOM ; CSP UGET — organisations d'étudiants patriotes du tiers monde.

Soutenu par :

MIL (Mouvement pour l'indépendance et la liberté)

HR (Humanité-Rouge).

14 ans de lutte de libération,

1 an de guerre civile

OU EN EST LA SITUATION ?

La République populaire du MPLA contrôle désormais militairement la majeure partie du territoire angolais. Reconnue par une majorité de pays africains, elle a été, à ce titre, admise comme membre de l'Organisation de l'unité africaine (OUA). Certains s'empressent de crier «Victoires». MAIS A QUI PROFITE CES «VICTOIRES» ?

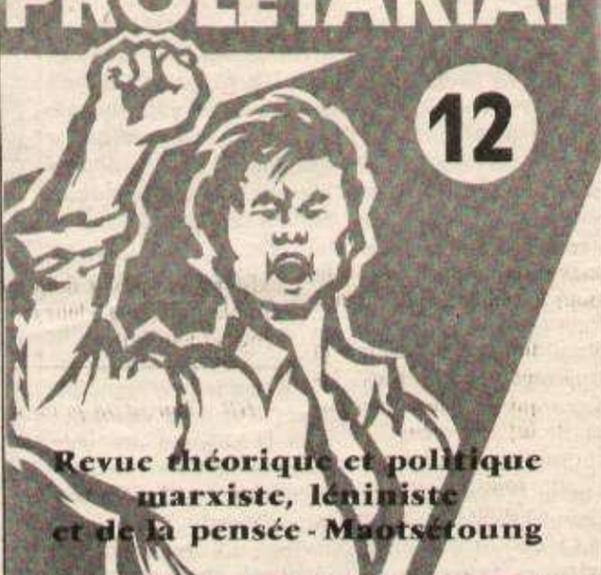
— Sûrement pas au peuple angolais : la guerre civile qui dure depuis plus d'un an, a fait plus de morts que 14 ans de lutte contre le colonialisme portugais.

— Sûrement pas à la cause de l'indépendance de l'Angola : le peuple angolais a mené une longue lutte pour son indépendance et a dû s'affronter aux deux superpuissances. En effet, l'Angola, riche en ressources naturelles (pétrole, diamants, café, etc.) et qui occupe une position stratégique d'une grande importance, attise depuis longtemps leur convoitise.

Economiquement et militairement par l'intermédiaire du Portugal, les Etats-Unis étaient déjà sur place. L'Union soviétique, quant à elle, a attendu la défaite du colonialisme portugais pour s'introduire dans la place. Pour cela, elle a soutenu un seul des trois mouvements de libération (le MPLA) en lui envoyant : navires bourrés d'armes, missiles, blindés, MIG 21. A noter que pendant la lutte contre le colonialisme portugais, elle n'a jamais envoyé d'armes aussi modernes et en si grand nombre. L'intervention de l'URSS se manifeste aussi par la présence d'un millier de «conseillers» militaires et celle de 12 000 cubains, véritables mercenaires. Maintenant que l'URSS domine militairement l'Angola, elle va en faire une de ses néocolonies.

VIENT DE PARAITRE
AUX ÉDITIONS DU CENTENAIRE

PROLETARIAT



12

Revue théorique et politique
marxiste, léniniste
et de la pensée - Maotse-toung

La duperie des indemnités de chômage. - Rhône-Poulenc : interview sur une lutte. - Orléans : récit d'une victoire. - Portugal : quelques leçons. - Bas les pattes devant l'Angola. - Documents d'Argentine et de Timor. - Les promesses du cinéma palestinien. - Notes de lecture.

PRX : 10 F

1^{er} trimestre 1976

Commandez, sans attendre, ce numéro à
E.100 : 24 rue Philippe de Girard 75010 Paris.
Prix de l'exemplaire : 10 F



culturel

A propos du film *L'Olivier*

Entretien avec Serge Leperon et Jean Narboni

HR : Pourquoi avez-vous fait ce film, qu'est-ce qui vous a amenés à choisir ce thème et dans quels buts et perspectives vous avez voulu le faire ?

SL : L'époque a joué pour nous un rôle important. C'était après les massacres de septembre 70, ça n'allait pas très bien pour les Palestiniens. On recommençait à ne plus parler d'eux, à faire comme si ils n'existaient pas.

C'était une époque où beaucoup disaient que la lutte des Palestiniens était finie et que le projet d'une Palestine comme État démocratique et laïque était complètement utopique. C'est donc cette conjoncture sur le plan international qui a déterminé notre choix. La situation en France sur ce plan a également joué un grand rôle. Il y avait en effet une certaine mobilisation des travailleurs immigrés arabes qui s'était faite beaucoup — mais pas seulement — autour de la question palestinienne, notamment avec les Comités Palestine, par exemple. A côté de cela, il y avait l'attitude raciste qu'a toujours propagé la bourgeoisie, sur toutes ces questions.

Aussi c'est en partant de tout cela que nous avons compris la nécessité absolue de faire un film qui lutterait contre tous ces phénomènes, qui montrerait que le peuple palestinien existe, a une histoire, qu'il a un projet de société, c'est-à-dire un État dans lequel ceux qui sont en Palestine et ceux qui en ont été chassés, juifs et musulmans, etc., seraient partie prenante. Nous avons donc immédiatement au départ l'optique d'élargir au maximum la portée du film pour le public le plus grand.

C'est un peu ce qui fait la différence avec tous les films qui ont été faits avant sur la lutte du peuple palestinien. Jusqu'à présent, leur tâche fondamentale avait été d'informer et de mobiliser disons en gros le mouvement révolutionnaire en France sur le problème palestinien. C'est le type de film « militant » classique. Là, avec « L'Olivier », c'était

A partir du 3 mars au Cinéma le Marais 20 rue du Temple Paris 4^e (Mo Temple ou Hôtel de ville) Projection permanente de 14 à 24 heures.

Débats après projection tous les mercredis et vendredis.

élargir le cercle des amis du peuple palestinien.

JN : Ce que l'on peut constater c'est que par rapport aux luttes du peuple vietnamien ou cambodgien, par exemple, alors qu'il y avait autour d'elles un fort courant favorable de la part de nombreux démocrates, de progressistes et de révolutionnaires, il y avait quelque chose qui s'opposait à cette mobilisation pour la Palestine. Cela était dû sûrement au rôle réactionnaire et au matraquage idéologique de la bourgeoisie, par la presse, les mass-media, mais en même temps, il y avait quelque chose dans la tête de beaucoup qui s'opposait à cette mobilisation : car la lutte des Palestiniens, par rapport à celles des Vietnamiens par exemple, était quelque chose qui n'allait pas de soi. En effet, ce qui était en jeu avec notre film, ce n'était pas démontrer la lutte d'un peuple dont tout



La répression des impérialistes anglais après la seconde guerre mondiale (photo du film)

le monde reconnaissait l'existence, mais c'était de montrer la lutte d'un peuple dont l'existence n'était pratiquement pas reconnue. C'était montrer la lutte de gens qui n'étaient pas sensés exister. Cela posait donc un double problème : leur existence et leur lutte.

HR : Mais d'un point de vue d'ensemble, qu'est-ce qui vous a amené à choisir le thème de la lutte du peuple palestinien plutôt que d'autres luttes, par exemple celles menées par la classe ouvrière en France ?

SL : Pour cela, on peut dire qu'on jouait à la fois des causes subjectives et des objectives. Les causes objectives, c'est le fait que ce qui se joue au Moyen-Orient, du point de vue des contradictions entre les impérialismes, entre les deux superpuissances et du point de vue de la lutte des peuples contre l'impérialisme, c'est

très important. Et il y a encore beaucoup de gens, de progressistes, etc., qui ne se rendent pas compte de l'importance de ce « carrefour » des luttes. Les causes subjectives, cela tient plus particulièrement à notre histoire. C'est-à-dire que dans notre groupe il y avait un camarade qui était Algérien et qui était donc plus préoccupé par les questions du monde arabe, nous-mêmes avions déjà réalisé un film sur la guerre d'Algérie et le PCF et, en plus, il y avait donc cette conjoncture précise de l'époque dont nous avons parlé, à laquelle nous étions très sensibles.

JN : On s'est vraiment rendu compte de l'importance politique de ces luttes là-bas. Surtout au moment de la Guerre d'octobre. Ce que l'on a voulu également tout de suite traiter en faisant ce film, vu en particulier le nombre important de travailleurs immigrés ara-

bes, le nombre de juifs en France et l'histoire qu'elle a vécue, comme l'occupation nazie, c'est la question du racisme, de toutes formes de racisme, c'est-à-dire le racisme antiarabe ET le racisme antijuif. Nous voulions lutter contre toutes ces idées racistes que l'on trouve partout y compris chez de grands partisans de la « cause » sioniste, anciens OAS, etc. !

SL : C'est-à-dire qu'avec tout cela nous avons voulu toucher toute une partie de gens d'opinion démocratique ou progressiste qui se situent entre les partisans et amis du peuple palestinien

et les sionistes. Nous voulions faire avec ce film ce qui s'est passé pour l'ouvrier Piet Nack dans le film. Faire découvrir l'existence d'un peuple, avec des jeunes, des vieux, des adultes, des enfants, un peuple qui vit, mange, dort, rêve, souffre, mène une lutte armée, ra-



Une vieille Palestinienne nous parle des oliviers de son pays (photo du film)

conte sa lutte, a sa propre culture, etc.

JN : Ce qu'on a toujours pensé faire dans le film, et pour rendre la lutte des Palestiniens encore plus crédible, c'est montrer une certaine prise de conscience de juifs progressistes et antisionistes en Palestine occupée même (en Israël).

SL : Il faut ajouter un facteur très important qui a permis à tous les aspects négatifs de la situation de se développer, c'est l'attitude de la « gauche » officielle française, sa défection scandaleuse sur la question qui continue toujours. A ce propos, bien que le PCF et « l'Humanité » aient été prévenus en personne, par des représentants palestiniens, aucun n'a daigné se déplacer pour assister aux projections de presse. C'est-à-dire qu'ils vont essayer, comme ils l'ont fait jusqu'à présent, d'en dire le moins possible pour se ménager la « chèvre et le chou » comme ils font toujours. Si cette attitude rejoint leur politique générale, elle a une incidence particulière sur la question palestinienne et le racisme. Quand le PCF parle du racisme il n'en parle jamais en termes de luttes. Quand on a travaillé sur le film on a retrouvé les mêmes choses que quand nous avons fait le film sur le PCF et l'Algérie. Jamais on a vu une manifestation du PCF sur la Palestine même aux moments les plus forts comme en septembre 70 ou pendant la Guerre d'octobre, jamais (même pour l'assassinat d'Hamchari).

HR : Comment vous êtes-vous organisés pour faire ce film ?

JN : Bon, d'abord on s'est réuni à six, chacun ayant eu individuellement une pratique qui l'ait amené à vouloir s'intéresser à faire un tel film. On a eu énormément de discussions sur tous les plans. On s'est beaucoup vu pour discuter de tout de-

puis le processus d'ensemble du film jusque devant la table de montage et les nombreuses heures de « rushes » (1), quel va être le premier plan, quel va être le dernier, etc. sur l'ensemble de ces points, nous avons réussi en gros à nous unifier.

Nous avons commencé par un synopsis (2) très simple de trois pages, et ensuite ça s'est détaillé, c'est-à-dire le tournage en Europe, en « Israël », le tournage au Liban, en Syrie, etc. Il s'est tout de suite posé le problème du fonctionnement. Comme nous ne faisons pas appel à des techniciens ni à des spécialistes extérieurs et que tous les gens du groupe étaient impliqués dans le déroulement et la réalisation du film et connaissaient l'ensemble des problèmes, à chaque instant et dans le détail de chaque scène tournée. Nous avons eu également le souci d'éviter une division du travail trop manifeste avec des techniciens, des théoriciens, des politiciens, des penseurs, etc. Nous avons ainsi vu que le type de travail en groupe pouvait marcher pour la conception générale du film, le détail des séquences, les gens qu'on allait voir, le type de questions qu'on allait leur poser.

Mais on s'est aperçu qu'en même temps au niveau technique on ne pouvait pas brûler les étapes. Vu en particulier les conditions économiques du film, l'idée d'une rotation des postes et à tous les moments s'est avérée impossible. Pratiquement, la caméra a été tout le temps tenue par une seule et même personne, en essayant d'éviter qu'il y ait tout rapport de « pouvoir » dans le groupe, à savoir pouvoir technique sur les autres, pouvoir du metteur en scène sur la technique, etc. A part la caméra et le montage, les autres tâches ont quand même pu être prises en main plus facilement par tous les autres — prise de son, etc. — Le tournage lui-même était effectué par 2,

3 ou 4 personnes, parce que à 6 c'était un peu lourd, cela faisait perdre un peu de temps.

Mais à chaque instant, avant le départ pour ces tournages, il y avait une discussion approfondie sur ce qu'on allait « chercher », sur le type de gens qu'on allait voir, sur le type de questions surtout sur les rapports politiques corrects qu'on devait avoir avec ces gens. Nous ne voulions absolument pas les manipuler, aller « choper » quelqu'un parce qu'on sait qu'il a quelque chose d'intéressant à dire, lui faire dire sa petite phrase et puis le renvoyer chez lui. A chaque instant les gens qu'on interviewait c'était pour des raisons précises, on leur expliquait le projet d'ensemble du film, on restait un long moment avec eux pour discuter, souvent on est allé les voir deux ou trois fois, de façon à ce que chacun ait une connaissance du processus d'ensemble du film et de façon à ce qu'il ait un rôle actif dans le film et pas seulement donner les réponses qu'on attend de lui.

SL : Ainsi, le fedayin blessé au ventre que l'on voit à la fin du film a pris la peine de nous écouter et s'est adressé, à travers la caméra, aux gens qui verront ce film.

On doit dire également que du début jusqu'à la fin nous avons travaillé en liaison avec l'OLP. Depuis le synopsis (2) de trois pages jusqu'à maintenant en passant par les enquêtes, les voyages, les rencontres, etc. Ces liaisons n'ont absolument pas été une mainmise des Palestiniens sur notre travail qui nous faisaient confiance et qui nous ont encouragé.

* Serge Leperon et Jean Narboni sont les auteurs du film avec Guy Chapouillière, Ali Akika, Danielle Dubroux et Dominique Villain.

(1) le film à l'état brut avant que le choix des séquences et le montage aient été effectués.

(2) le scénario d'un film dans ses grandes lignes.

L'Humanité Rouge

SCPC (Clermont- Ferrand)

Lutte des ouvriers, affolement de la bourgeoisie

La relation des faits qui suivent est intéressante à plus d'un titre : elle démontre d'une manière vivante comment les travailleurs de l'usine, avec à leur tête des syndicalistes combattifs, luttant pour sauvegarder leur emploi, peuvent déclencher dans le camp des ennemis de la classe ouvrière, qui vont de l'extrême droite aux révisionnistes notoires, les plus basses manœuvres et les plus lâches intimidations. Pour la bourgeoisie locale, les ouvriers de la Société centrale de plastique et caoutchouc (SCPC) sont dangereux car ils

se sont battus victorieusement et sauront se battre contre les licenciements. C'est le partage des tâches : l'extrême-droite agresse ouvertement, les révisionnistes essayent de noyauter et diviser les travailleurs, le patronat tente d'isoler les syndicalistes.

La bourgeoisie s'affole et réprime les luttes, les travailleurs ne se laisseront pas intimider.

et bien placé dans les milieux de la bourgeoisie locale et du pouvoir.

Là-dessus, Jean Lajonchère porte plainte pour «coups et blessures». Plainte suivie d'aucun effet bien entendu :

Mais le comble de tout, c'est qu'aujourd'hui, 6 mois après, Jean Lajonchère est convoqué devant le juge d'instruction où une inculpation lui est notifiée pour «coups et blessures» contre la personne de Mérand-Gomez ! Ceci bien entendu juste au moment où la lutte se prépare à l'annonce de la fermeture prochaine de la SCPC.

Gomez aurait été blessé à 5 h du matin. Alors qu'à cette heure tous les ouvriers grévistes l'ont vu en train de charger des camions avec les non-grévistes !

Evidemment cette inculpation tombe à pic. Elle montre aussi la haine de classe de la bourgeoisie, son insolence, la manipulation éhontée de la «justice»

Les propos suivants d'un responsable de la préfecture ont été rapportés à Jean Lajonchère : «On les aura» et encore : «A la SCPC, ce sera pas comme à Amisol et Ollier où ils sont bien gentils et foutent pas le bordel. Eux on peut les laisser occuper l'usine. Pas vous !» (NDLR : Ollier et Amisol sont deux usines qui ont fermé et où le personnel au chômage occupe l'usine dans l'attente d'un hypothétique reclassement. Les révisionnistes ont réussi à y imposer leur ligne de démobilisation, c'est pourquoi la fermeture s'est faite sans grand problème pour la bourgeoisie. Les dirigeants révisionnistes ont fait là-dessus une récupération publicitaire effrénée pour tenter de se mettre en valeur).

UN EXEMPLE DE LA DUPLICITE DES REVISIONNISTES

Profitant des cantonales, les dirigeants révisionnistes orchestrent dans toute la région de Clermont une campagne sur le thème «A la SCPC les communistes sont à la pointe du combat. Ils ont proposé l'occupation dès le 1er jour» (sous-entendu s'il n'y a pas encore occupation, c'est que la CFDT majoritaire s'y oppose).

Or voici ce qui s'est passé. A l'annonce des licenciements, assemblée générale du personnel convoquée par la CFDT (la CGT minoritaire ne peut que suivre). Les responsables CFDT proposent l'occupation. Le militant PCF aussi. D'accord, on vote à main levée. Sur ce la CGT fait un cirque effroyable qu'elle ne vuet pas de vote à main levée, que c'est pas démocratique, qu'il faut voter à bulletin secret, etc. On vote pour savoir si on vote à main levée ou à bulletin secret ! Majorité pour le vote à main

levée.

Voyant cela le militant PCF : «Puisque c'est comme ça, on se retire». Le lendemain, grosse campagne de démobilisation de la CGT sur le thème «pas de grève», «il vaut mieux se reclasser et pas faire de bruit», «on court à l'aventure».

Pour couper court aux manœuvres de division, la section CFDT organise un vote à bulletin secret. Résultat : une faible majorité contre l'occupation.

Et après cela, les révisionnistes ont le culot de laisser entendre dans tout Clermont que s'il n'y a pas occupation, c'est la faute à la CFDT. Mieux même pour se donner un visage de «durs» (à peu de frais car à la SCPC ils sont minoritaires et discrédités) ils refusent de participer aux réunions du comité d'entreprise. Il y a même des dissensions à ce sujet entre la section CGT et l'UL. La section de base CGT habituée à la collaboration de classe traditionnelle ne comprend pas toujours toutes les subtilités de la tactique démagogique impulsée depuis l'UL par les bonzes du bureau fédéral PCF pour couler la section CFDT.

Rien n'est perdu à la SCPC : les travailleurs sont très combattifs et ont une tradition de lutte exemplaire. Mais ils ont également des ennemis puissants et prêts à tout. Un trust international étroitement lié au pouvoir (Poncet, dirigeant du trust, est secrétaire des Affaires étrangères), prêt à payer le prix pour liquider l'entreprise.

Ils ont également, et ils en sont de plus en plus conscients, à affronter les dirigeants révisionnistes, défenseurs zélés du capitalisme, prêts à tous les coups bas, toutes les calomnies pour empêcher que ne se développe une nouvelle lutte exemplaire comme celle de 72, dans la lignée du Joint français et de LIP.

Dernière minute : un commando d'extrême-droite signant «Les guérilleros du Christ-Roi» a couvert Macinrat (village de la banlieue clermontoise où habite Jean Lajonchère) d'inscription du genre : «Lajonchère on te tuera», «Mort au curé rouge», «Le curé de ce pays n'en a pas pour longtemps à vivre, on lui coupera la tête et la queue s'il en a», etc.

Plusieurs millions de dégâts sur les murs du village. Cela a suscité la colère de la population du village et obligé le maire («indépendant») à porter plainte.

Les élus de «gauche», informés par Jean Lajonchère n'ont pas encore daigné réagir.

(Affaire à suivre).

Correspondant HR.

A la Société centrale de plastique et de caoutchouc (SCPC) à Clermont-Ferrand, il y a eu une grève exemplaire en 72 (cf. HR de l'époque). Toutes proportions gardées, c'est le LIP ou le «Joint français» auvergnat.

Rarement les révisionnistes n'étaient allés si loin dans la trahison et le travail ouvert de briseurs de grève.

Cela explique que les travailleurs de la SCPC et leur section syndicale CFDT combattive soient restés en travers de la gorge de pas mal de monde à Clermont-Ferrand (et ailleurs). Ce qui explique aussi qu'en «haut lieu» on est décidé à «mettre le paquet» pour liquider l'entreprise.

Récemment, la direction du trust a annoncé la fermeture de la SCPC. Pas de dépôt de bilan, pas de faillite, puisqu'au contraire l'entreprise est rentable et est une des rares du trust à se développer. C'est la volonté délibérée de profiter de la situation de chantage à la crise pour liquider une entreprise gênante, avec une classe ouvrière combattive, unie, ayant arraché de nombreux avantages dans la lutte économique.

De l'avis des responsables CFDT, le Conseil d'administration du trust (plusieurs usines en France) a décidé d'aller s'implanter dans des pays où la classe ouvrière est plus muselée et les salaires plus bas comme l'Espagne et la... Pologne !

De son côté le PCF a fait des pieds et des mains pour se réimplanter dans cette usine et tenter de redorer son blason au plus bas après la grève de 72 où il est apparu ouvertement dans son rôle de briseur de grève (après la grève de 72, la CGT est pratiquement liquidée dans l'usine).

Avant les élections professionnelles de juillet 75, le responsable CFDT déclare : «Si les ouvriers de la SCPC ne restent pas unis, si la CFDT ne conserve pas sa large majorité (plus de 70 %), il y aura des mauvais coups pour les ouvriers de la SCPC, des licenciements en perspective».

TRAVAIL DE SAPE DU PCF

Le travail de sape obstiné du PCF, faisant embaucher ses militants à l'usine, colportant les bruits les plus infâmes sur les responsables CFDT (ils sont allés jusqu'à les traiter de pédérastes et d'avoir fauché l'argent du soutien aux grévistes), finit par porter quelques fruits. La CFDT passe à un peu moins de 60 % des voix.

Evidemment la CGT et les chefs ont arrosé ça au champagne.

Et ce qu'avaient prévu les responsables CFDT arriva : 2 mois après ces résultats, le patron annonce 55 licenciements. Mais la section CFDT, s'appuyant sur les travailleurs, impose à la CGT l'unité d'action à la base contre les licenciements. La lutte s'enqa-

ge. Les licenciements sont annulés (sauf les cadres non-grévistes !).

C'est alors qu'est annoncé le plan de liquidation totale de l'entreprise. Le patronat et le pouvoir sont décidés à y mettre le paquet puisque décidément il s'avère qu'on ne peut compter sur la CGT pour faire accepter les licenciements dans l'ordre, la dignité et... les promesses de reclassement. On ne lésine pas sur les moyens. 6 millions sont versés rien que pour la mise à la pré-retraite d'un travailleur de 63 ans. Dans un dossier qu'ils ont pu se procurer, les travailleurs ont pris connaissance de cette directive du Conseil d'administration du trust : le PDG de la SCPC «a tout pouvoir pour engager les frais qu'il faudra pour mener l'opération à bien».

LA «JUSTICE» A LA BOTTE DU PATRONAT ET DU POUVOIR

Comme par hasard, en pleine période de bagarre et de préparation à un conflit d'envergure, le responsable CFDT de l'usine, combattif, lié aux masses et appliquant dans le combat syndical des positions de lutte de classe est inculpé pour «coups et blessures» pour une affaire remontant à 6 mois.

Jean Lajonchère, prêtre-ouvrier, dirigeant la section CFDT de la SCPC, est également un militant actif de l'UIB CFDT de Clermont-Ferrand. A ce titre il était allé soutenir et conseiller les ouvriers d'une autre entreprise de Clermont-Ferrand en grève : Mérand-Gomez.

A cette occasion, une équipe de jaunes, entraînée par le patron Mérand-Gomez lui-même, matraque le piquet de grève et laisse sur le carreau le délégué syndical de l'usine Mérand-Gomez, ainsi que Jean Lajonchère. Ceci sous l'œil goguenard des flics (appelés par le patron).

Les deux militants CFDT sont transportés en ambulance au CHU, où le premier jour, en service de réanimation, ils sont bien traités. Mais le 2è jour, le toubib responsable du service arrive :

- «C'est vous le curé ?»
- «Oui !»
- «On ne peut pas vous garder !»

Malgré les protestations du militant, ses demandes répétées d'expertises médicales, on refuse de le garder au CHU.

Jean Lajonchère porte réclamation à la direction du CHU (précisons que nous avons un maire «socialiste» à Clermont !) où un administrateur lui dit en aparté :

- «Oui le toubib mériterait au moins un blâme, mais il faut que cette affaire s'étouffe».

Il faut dire que le fils de Mérand-Gomez, patron de la boîte, est toubib